

**RAPPORT N° 32** 24 septembre 2002  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**sur le postulat N° 248.01 Josef Fasel relatif à la**  
**répartition des tâches, la clé de répartition des**  
**coûts et les calculs dans le domaine scolaire**

### 1. RÉSUMÉ DU POSTULAT

Dans son postulat déposé le 6 février 2001 et développé le 9 février 2001, le député Josef Fasel posait plusieurs questions relatives à la répartition intercommunale des frais afférents à l'école enfantine et l'école primaire. Il demandait en particulier qui était compétent pour modifier la clé de répartition des frais et quels étaient les contrôles effectués lors des calculs. Il posait également la question de l'opportunité d'analyser le domaine scolaire dans le contexte de la répartition des tâches entre Etat et communes, ainsi que celle de l'introduction de la nouvelle gestion publique pour l'ensemble de la scolarité.

### 2. RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Dans sa réponse du 10 juillet 2001, le Conseil d'Etat a rappelé la complexité du problème. Il a mentionné le fait qu'un groupe de travail était précisément en train d'améliorer l'information auprès des communes. Il a répondu aux questions posées dans le postulat et proposé au Grand Conseil de lui présenter un rapport plus détaillé en ce qui concerne la procédure de travail pour le calcul de cette répartition intercommunale des frais.

Le postulat a été pris en considération par le Grand Conseil le 9 octobre 2001 (BGC pp.1392 et 1393).

### 3. RAPPEL DU PRINCIPE DU CALCUL

La clé de répartition des coûts entre le canton et les communes est fixée par le Grand Conseil, dans le cadre de la loi scolaire (RSF 411.0.1), dont l'article 88 stipule que l'ensemble des communes supporte 65 % des frais scolaires communs (alinéa 1) alors que l'Etat en supporte le 35 % (alinéa 2). L'article 89 précise que la part mise à la charge de l'ensemble des communes est répartie entre elles pour 30 % en proportion du chiffre de leur population légale et pour 70 % en proportion de ce chiffre multiplié par un facteur lié à la classification financière de la commune en question (alinéa 1). Par exemple, ce facteur est de 6 pour les communes situées en classe 1, de 5 pour les communes situées en classe 2, et ainsi de suite. Ce système comporte un risque, celui que certaines communes soient ainsi amenées à payer plus par le mécanisme péréquatif du «pot commun» que si elles payaient directement elles-mêmes les frais de leur propre école. Afin d'éviter cette situation, le chiffre de la population légale des communes en cause est artificiellement réduit, par l'affectation d'un coefficient fractionnaire (alinéa 2). Ce dernier ramène le chiffre de la population légale au niveau pour lequel les charges payées par la commune dans le cadre du «pot commun» ne dépassent pas celles que la commune paierait sans le pot commun.

Au cours de l'année 1999, un groupe de travail, réunissant des représentants de la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles, du Département des communes et de l'Association des communes fribourgeoises, a proposé l'une ou l'autre modification technique de ce calcul au Conseil d'Etat, qui a adopté ces propositions. La clé de répartition entre l'Etat et les communes n'a pas été modifiée. A titre d'exemple, les

charges et frais des classes primaires ont représenté, en 2001, 128 290 189 fr. 40 dont 83 388 560 fr. 25 à charge des communes et 44 901 629 fr. 15 à charge de l'Etat. C'est cependant la manière de répartir la masse financière à payer par l'ensemble des communes qui a subi une modification de calcul dès l'exercice comptable 2000.

Ainsi, depuis 2000, les mesures suivantes sont appliquées:

– le coût moyen par classe est calculé sur toute l'année civile concernée (et non plus sur un mois de référence de l'année précédente)

– un «treizième passage» calculé en décembre a été ajouté aux douze décomptes mensuels. Il constitue le décompte final de l'année civile; le treizième passage permet au système informatique de contrôler qu'aucune commune ne paie une part aux frais scolaires communs supérieure aux charges qu'elle aurait eu à supporter si elle payait elle-même la totalité des frais de traitement et des charges y relatives de son propre corps enseignant, ainsi que sa part aux frais de transports. Si tel est le cas lors du décompte final, la commune concernée voit sa population affectée d'un taux correcteur qui permet de réduire sa facture. Les montants perçus en trop sont remboursés lors du treizième passage et répartis sur l'ensemble des autres communes, toujours dans les limites d'un total de 65 % à charge des communes.

Ni la loi scolaire, ni le message no 84 du 17 mai 1983 n'indiquent la manière de calculer le taux correcteur. Formellement, le Conseil d'Etat peut modifier ce mode de calcul sans en référer au Grand Conseil. La modification intervenue dans le décompte 2000 avait toutefois été approuvée par l'Association des communes fribourgeoises, qui avait participé aux travaux préparatoires.

### 4. PROCÉDURE DU CALCUL

Le nombre de paramètres à considérer et la mise en œuvre du taux correcteur tel qu'il est défini dans la loi (modification du chiffre de la population légale) font que le système est particulièrement complexe. Schématiquement, les grandes étapes de la procédure du calcul sont les suivantes:

#### 4.1 Calcul du budget

Chaque commune reçoit, en fin d'année civile, les indications concernant les montants à prévoir au budget.

Pour l'école enfantine et l'école primaire, ces montants se basent sur les coûts réels de l'année précédente (ex. coûts 2000 pour budget 2002) augmentés en pourcent en fonction des budgets respectifs des deux années suivantes adoptés par le Conseil d'Etat.

Les budgets sont indiqués sous réserve d'une modification des taux correcteurs devant survenir durant l'année intermédiaire ou d'une modification de la classification de la commune.

Pour l'année 2001, la différence entre le budget et les comptes représentait un écart d'environ 4 %.

Sur la base du budget reçu, chaque commune est à même de demander et recevoir des informations complémentaires, principalement dans le cas d'une future fusion ou d'une modification de classification.

#### 4.2 Décomptes mensuels

Chaque fin de mois, un décompte est adressé à toutes les communes en fonction des montants dépensés dans le

mois en question (traitements, charges et frais et frais de transports). Les montants sont imputés automatiquement entre le système SIGAGIP (logiciel de gestion du personnel) et le Centre informatique. Les montants ne faisant pas partie de la chaîne des traitements sont imputés par voie informatique du service de l'enseignement primaire au Centre informatique. Il s'agit des données concernant les transports scolaires, les récupérations de traitements (APG-LAA-classes à charge de communes...) et les frais relatifs aux enfants de requérants d'asile ou de nomades facturés par les communes qui les accueillent.

Le 65 % du montant total ainsi obtenu est facturé à toutes les communes en fonction de leur population (pour 30 %) et de leur classification (pour 70 %) sans qu'aucun taux correcteur ne soit pris en compte.

#### 4.3 Décompte final annuel ou «treizième passage»

Une fois les douze mensualités facturées aux communes, ordre est donné au système informatique de contrôler que les communes ne paient pas davantage que si elles payaient elles-mêmes leurs frais. Ainsi, il est calculé, pour chaque cercle scolaire, le nombre de classes à sa charge. Ce nombre comprend, en particulier:

- le nombre de classes
- le nombre de classes de développement
- l'équivalent plein-temps de maîtres de classe de développement itinérants
- le prorata équivalent plein-temps d'enfants fréquentant l'école libre publique (prise en compte du nombre d'enfants concernés en transformant ce nombre en équivalent plein-temps d'enseignement dans le calcul)

sont déduits:

- les équivalents plein-temps correspondant aux élèves de requérants d'asile et de nomades (prise en compte du nombre d'enfants concernés en transformant ce nombre en équivalent plein-temps d'enseignement dans le calcul)

Le nombre d'équivalents plein-temps ainsi obtenus (1053,78 en 2001), permet de calculer un coût moyen-classe.

Toutes les communes d'un même cercle scolaire comptent un nombre identique de classes. Le système informatique multiplie le nombre de classes de ce cercle par le coût moyen-classe. Si le total payé par ces communes en 12 mensualités est plus élevé que si elles payaient elles-mêmes leur classes selon le coût-moyen obtenu, leur population sera affectée d'un taux correcteur afin qu'ensemble elles ne paient pas plus du 100 %. Le trop versé leur sera restitué. Ce montant, déduit aux communes concernées, sera imputé sur toutes les autres communes du canton et le système informatique devra contrôler à nouveau si, du fait de ce montant supplémentaire, certaines communes ne se retrouvent pas elles aussi en dessus des 100 %. Le système informatique effectue ainsi un grand nombre d'itérations mathématiques jusqu'à l'obtention du résultat exact.

## 5. CONTRÔLE DU CALCUL

Les résultats des calculs mensuels et annuels donnent lieu à des contrôles internes et externes.

## 5.1 Contrôle interne

Par restructuration interne, la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles a affecté des forces de travail supplémentaires aux tâches de contrôles des documents de répartition des frais et ce, dès l'automne 2001. La concordance entre les montants facturés (traitements, charges y relatives, transports scolaires) et les résultats financiers sont vérifiés de manière plus approfondie. Les taux correcteurs affectés à certaines communes sont mieux contrôlés, de même que les modifications de classification et les incidences liées aux fusions de communes, parfois avec effet rétroactif. Cette tâche est actuellement assumée par le service de l'enseignement préscolaire et primaire de langue française. Au 1<sup>er</sup> janvier 2003, dans le contexte de la mise en œuvre de la loi du 16 octobre 2001 d'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration LOCEA, la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles, qui deviendra la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, confiera à son nouveau «service des ressources», entre autres tâches, la gestion du dossier de la répartition intercommunale des frais afférents à l'école infantine et l'école primaire. Elle renforcera encore les tâches liées aux contrôles. Elle entend également confier la vérification des imputations comptables à l'inspection des Finances et au Département des communes.

Par ailleurs, conformément à ce qui avait été convenu avec le comité de l'Association des communes fribourgeoises, un groupe d'accompagnement constitué d'une représentante de la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles, d'un représentant de la Direction des Finances (Centre informatique) et de deux représentants de l'Association des communes fribourgeoises se réunira régulièrement dès le mois d'octobre 2002. Ce groupe d'accompagnement sera le lieu d'échanges d'informations entre les différents acteurs concernés.

## 5.2 Contrôle externe

Afin de permettre aux communes de vérifier et de comprendre les données qui leur sont communiquées, une note explicative et particulièrement détaillée leur a été adressée par la Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles le 23 octobre 2001 (cf. extraits en annexe). Chaque position de la facture qui leur est adressée est ainsi explicitée. Des informations ont de plus été données oralement lors de l'assemblée de l'Association des communes fribourgeoises du 3 novembre 2001. Les communes ont ainsi la possibilité de contrôler, mois après mois, si les données les concernant correspondent à la réalité.

## 6. RÉPARTITION DES TÂCHES ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNES

Le groupe de travail mentionné dans la réponse du Conseil d'Etat du 10 juillet 2001 a terminé ses travaux le 12 septembre 2001. Il a commencé par dresser un état de situation des problèmes apparus en janvier 2001 et a déterminé les indications à donner aux communes avec les chiffres des budgets 2002. Il a ensuite mis au point l'information, mentionnée ci-dessus, permettant aux communes de comprendre et de contrôler les décomptes et factures que celles-ci reçoivent, s'agissant des frais afférents aux écoles enfantines et primaires. Ces documents ont fait l'objet d'un envoi à toutes les communes le 23 octobre 2001. Enfin, le groupe de travail a examiné la question d'un système moins complexe de répartition

intercommunale. Sur ce dernier point, il est arrivé aux conclusions suivantes:

– la complexité du système actuel résulte d'un long processus de négociation. Ce système est admis par les communes, n'est pas contesté politiquement et n'est pas discuté en tant que tel, sauf par la Ville de Fribourg

– le système actuel doit être mieux expliqué aux communes; c'est précisément le but des documents préparés par le groupe de travail. Les communes doivent également prendre conscience du coût réel d'une classe et du fait qu'il y a solidarité entre elles, à savoir que certaines communes bénéficient de l'argent versé par d'autres communes

– la priorité du Conseil d'Etat et du Grand Conseil est de procéder à des fusions de communes, afin que celles-ci atteignent une masse critique et soient en mesure d'assurer une autonomie non seulement formelle, mais bien réelle. La question d'un nouveau système de répartition intercommunale des frais scolaires devra être intégrée au paquet d'analyses de l'ensemble de la répartition des tâches et des charges qui suivra le mouvement des fusions. A ce moment-là, il pourra notamment être possible de poser la question de la pertinence d'un taux correcteur appliqué au chiffre de la population plutôt qu'à celui de la charge financière et de se demander s'il faut maintenir un système dans lequel certaines communes paient le 100 % du coût effectif, alors que les communes dans leur ensemble paient le 65 %. Mais cette question ne peut être abordée que dans le contexte d'une analyse d'ensemble des relations Etat-communes et également communes-communes.

– Le Conseil d'Etat réaffirme ici la priorité à donner aux processus de fusions de communes, avant de s'engager au réexamen de la répartition des tâches et des charges entre le canton et les communes. Il a donné son point de vue détaillé à ce sujet dans le cadre de sa réponse du 2 juillet 2002 à la motion Jean-Noël Gendre/Antoinette Rommens concernant la modification de la loi scolaire dans le sens d'une nouvelle répartition des tâches.

## **7. NOUVELLE GESTION PUBLIQUE POUR L'ENSEMBLE DE LA SCOLARITÉ**

Le 8 février 2000, le Grand Conseil votait le décret concernant l'introduction dans l'administration cantonale, à titre expérimental, de la gestion par mandats de prestations. Il y est notamment établi que les unités administratives qui participent au projet sont désignées par le Conseil d'Etat et que la mise en œuvre est décidée à titre expérimental pour une durée de quatre ans, à savoir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2004. L'expérimentation est donc en cours et le Conseil d'Etat n'entend pas étendre celle-ci à d'autres unités avant d'être en mesure d'analyser les résultats en ce qui concerne les unités-pilote initiales.

Il convient en outre de relever que dans le cadre des frais afférents à la scolarité, la masse financière à répartir entre les communes est calculée en fonction de principes définis par la loi. En fin de compte, cette masse à répartir n'implique et ne concerne que les communes entre elles. De fait, la nouvelle gestion publique n'aurait pas d'incidence sur le mode de calcul, ni sur le montant à répartir.

## **8. CONCLUSION**

Le Conseil d'Etat constate que les mesures appliquées depuis l'année 2000 sont plus équitables pour les com-

munes qui, jusqu'à ce jour, contribuaient trop fortement au «pot commun».

Par ailleurs, du fait de l'augmentation des niveaux de contrôle interne du calcul de la répartition intercommunale et de l'amélioration de l'information aux communes permettant un contrôle externe de celle-ci, le Conseil d'Etat peut assurer que toutes les dispositions possibles sont prises afin que les résultats obtenus soient exacts.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport.

Annexes: extraits

## **BERICHT Nr. 32** 24. September 2002 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **über das Postulat Nr. 248.01 Josef Fasel** **über Aufgabenteilung, Verteiler und** **Kostenberechnung im Schulbereich**

### **1. ZUSAMMENFASSUNG DES POSTULATS**

Grossrat Josef Fasel stellte in seinem Postulat, das er am 6. Februar 2001 einreichte und am 9. Februar 2001 begründete, mehrere Fragen zur Aufteilung auf die Gemeinden der Kindergarten- und Primarschulkosten. Er fragte insbesondere, wer für eine Änderung des Verteilers zuständig sei und welche Kontrollen es bei den Berechnungen gibt. Er fragte zudem, ob der schulische Bereich im Zusammenhang mit der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und die Einführung des New Public Management im Bereich des gesamten Schulwesens zu prüfen wären.

### **2. ANTWORT DES STAATSRATES**

Der Staatsrat hat in seiner Antwort vom 10. Juli 2001 daran erinnert, dass die Sache sehr komplex ist. Er hat erwähnt, dass eine Arbeitsgruppe mit der Verbesserung der Information der Gemeinden beauftragt wurde. Er hat auf die Fragen des Postulats geantwortet und dem Grossen Rat vorgeschlagen, ihm einen ausführlicheren Bericht über das Berechnungsverfahren für die Aufteilung der Kosten auf die Gemeinden vorzulegen. Das Postulat wurde vom Grossen Rat am 9. Oktober 2001 erheblich erklärt (TGR S. 1392 und 1393).

### **3. BERECHNUNGSGRUNDSATZ**

Der Kostenverteiler zwischen Kanton und Gemeinden wird vom Grossen Rat im Rahmen des Schulgesetzes festgelegt (SGF 411.0.1); Artikel 88 legt fest, dass die Gesamtheit der Gemeinden 65 % (Abs. 1) und der Staat 35 % der gemeinsamen Schulkosten tragen (Abs. 2). In Artikel 89 wird weiter festgelegt, dass der Anteil, der zu Lasten der Gesamtheit der Gemeinden geht, wie folgt auf diese aufgeteilt wird: zu 30 % im Verhältnis ihrer gesetzlichen Einwohnerzahl und zu 70 % im Verhältnis dieser Zahl, multipliziert mit einem Faktor, der mit der Finanzklassifikation der einzelnen Gemeinde zusammenhängt (Abs. 1). Zum Beispiel beläuft sich dieser Faktor auf 6 für die Gemeinden der Klasse 1, auf 5 für die Gemeinden der Klasse 2 und so weiter. Bei diesem System besteht die



Gefahr, dass einige Gemeinden so mit dem Ausgleichsmechanismus des «gemeinsamen Topfs» mehr bezahlen, als wenn sie die Kosten ihrer Schule direkt übernehmen würden. Um diese Situation zu vermeiden, wird die gesetzliche Einwohnerzahl der betreffenden Gemeinden mit einem Teilkoeffizienten künstlich vermindert (Abs. 2). Der Teilkoeffizient bringt die gesetzliche Einwohnerzahl auf ein Niveau, mit dem die von der Gemeinde im Rahmen des «gemeinsamen Topfs» bezahlten Beträge diejenigen nicht übersteigt, die sie ohne gemeinsamen Topf bezahlen würde.

Der Verteiler zwischen Staat und Gemeinden wurde nicht verändert. Zum Beispiel betragen die Primarschulkosten 2001 128 290 189,40 Franken, wovon 83 388 560,25 Franken zu Lasten der Gemeinden und 44 901 629,15 Franken zu Lasten des Staates gingen. Dies ist die auf die Gemeinden zu verteilende Masse, deren Berechnung 2000 geändert hat.

Seit 2000 werden die folgenden Massnahmen angewandt:

- Die durchschnittlichen Kosten pro Klasse werden auf das gesamte betreffende Kalenderjahr (nicht auf einen Referenzmonat des Vorjahrs) berechnet.

- Es kommt ein im Dezember berechneter «dreizehnter Durchgang» zu den zwölf Monatsabrechnungen hinzu. Er bildet die Abschlussrechnung für das Kalenderjahr; mit dem dreizehnten Durchgang kann das Informatiksystem sicherstellen, dass keine Gemeinde einen höheren Anteil an den gemeinsamen Schulkosten bezahlt, als sie tragen müsste, wenn sie die gesamten Besoldungs- und damit verbundenen Kosten für den eigenen Lehrkörper und ihren Anteil an den Transportkosten selber bezahlen würde. Sollte dies bei der Abschlussrechnung der Fall sein, so wird bei der Einwohnerzahl der betreffenden Gemeinde die Rechnung durch einen Berichtigungssatz vermindert. Die zuviel eingezogenen Beträge werden beim dreizehnten Durchgang im Rahmen der 65 % zu Lasten der Gemeinden zurückbezahlt und auf die Gesamtheit der anderen Gemeinden verteilt.

Weder das Schulgesetz noch die Botschaft Nr. 84 vom 17. Mai 1983 geben an, wie der Berichtigungssatz berechnet wird. Der Staatsrat kann diesen Berechnungsmodus ohne den Grossen Rat formell ändern. Die bei der Abrechnung 2000 vorgenommene Änderung war vom Verband Freiburger Gemeinden gutgeheissen worden, der an den Vorarbeiten beteiligt gewesen war.

## 4. BERECHNUNGSVERFAHREN

Die Anzahl der zu berücksichtigenden Parameter und der Einsatz des Berichtigungssatzes, wie im Gesetz definiert (Änderung der gesetzlichen Einwohnerzahl) machen dieses System sehr komplex. Schematisch gibt es beim Verfahren die folgenden Etappen:

### 4.1 Budgetberechnung

Jede Gemeinde erhält Ende eines Kalenderjahres die Angaben über die Beträge, die im Budget vorzusehen sind.

Beim Kindergarten und der Primarschule basieren diese Beträge auf den Realkosten des Vorjahrs (z. B. Kosten 2000 für den Voranschlag 2002) in Prozenten, erhöht gemäss den jeweiligen vom Staatsrat verabschiedeten Voranschlägen der beiden Folgejahre.

Die Voranschläge werden unter Vorbehalt eines Berichtigungssatzes, der sich während des Zwischenjahres erge-

ben sollte, oder einer Änderung in der Klassifikation der Gemeinde angegeben.

Für das Jahr 2001 stellte die Differenz zwischen dem Voranschlag und der Rechnung eine Abweichung von etwa 4 % dar.

Auf der Basis des Voranschlags kann jede Gemeinde zusätzliche Informationen anfordern und erhalten, dies insbesondere bei einer bevorstehenden Fusion oder bei einer Änderung der Klassifikation.

### 4.2 Monatsabrechnungen

Jeweils Ende Monat wird an alle Gemeinden eine Abrechnung über die im betreffenden Monat ausgegebenen Beträge zugeschickt (Besoldungen, Lasten und Transportkosten). Die Beträge belastet das SIGAGIP-System (Personalverwaltungssoftware) automatisch dem Informatikzentrum. Die Beträge, die nicht Teil der Besoldungskette sind, werden dem Informatikzentrum von der Abteilung für Primarunterricht auf elektronischem Weg belastet. Dies betrifft Daten bezüglich Schülertransport, Besoldungsausgleiche (EO-UVG-Klassen zu Lasten der Gemeinden...) und die Kosten für Kinder von Asylantenbewerbern und Fahrenden, die den Aufnahmegemeinden berechnet werden.

65 % des so erzielten Totalbetrags wird allen Gemeinden aufgrund ihrer Einwohnerzahl (30 %) und ihrer Klassifikation (70 %) in Rechnung gestellt, ohne dass jeglicher Teilkoeffizient berücksichtigt wird.

### 4.3 Jährliche Abschlussrechnung oder «dreizehnter Durchgang»

Wenn den Gemeinden die zwölf Monatsbeträge in Rechnung gestellt worden sind, wird dem Informatiksystem der Befehl gegeben, zu überprüfen, ob die Gemeinden nicht mehr bezahlen, als wenn sie ihre Kosten selber bestreiten würden. So wird für jeden Schulkreis die Anzahl Klassen zu seinen Lasten berechnet. Diese Anzahl umfasst insbesondere:

- Die Anzahl Klassen
- Die Anzahl Kleinklassen
- Die Stellen der HSU in Vollpensen gerechnet
- In Vollpensen gerechnet die Prozentzahl der Kinder, welche die freie öffentliche Schule besuchen (Berücksichtigung der Anzahl betroffener Kinder, indem bei der Berechnung diese Anzahl in Vollpensen umgewandelt werden)

Abgezogen werden:

- In Vollpensen gerechnet die Stellen für Kinder von Asylbewerbern und Fahrenden (Berücksichtigung der Anzahl betroffener Kinder, indem bei der Berechnung diese Anzahl in Vollpensen umgewandelt werden)

Aus der sich ergebenden Anzahl in Vollpensen gerechneter Stellen (1053,78 im Jahr 2001) können die durchschnittlichen Kosten für eine Klasse berechnet werden. Für alle Gemeinden eines Schulkreises wird die gleiche Klassenzahl berechnet. Das Informatiksystem multipliziert die Anzahl Klassen dieses Schulkreises mit den durchschnittlichen Kosten pro Klasse. Beträgt das von diesen Gemeinden bezahlte Total von 12 Monatsbeträgen mehr als der Betrag, den die Gemeinde gemäss den ausgerechneten durchschnittlichen Kosten bezahlen würde, wenn sie selber für ihre Klassen aufkäme, so wird auf ihre Einwohnerzahl ein Berichtigungssatz angewandt, damit

sie zusammen nicht mehr als 100 % bezahlen. Was zuviel bezahlt wurde, wird zurückerstattet. Dieser den betroffenen Gemeinden abgezogene Betrag wird allen anderen Gemeinden des Kantons berechnet und das Informatiksystem kontrolliert erneut, ob nicht einige Gemeinden mit diesem zusätzlichen Betrag über 100 % liegen. Das Informatiksystem führt so eine grosse Anzahl mathematischer Operationen durch, bis es zu einem genauen Resultat kommt.

## 5. BERECHNUNGSKONTROLLE

Die Ergebnisse der Monats- und Jahresberechnungen werden intern und extern kontrolliert.

### 5.1 Interne Kontrolle

Bei einer internen Restrukturierung hat die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten zusätzliche Arbeitskräfte mit der Kontrolle der Dokumente für die Kostenaufteilung beauftragt; dies ab Herbst 2001. Die Übereinstimmung der fakturierten Beträge (Besoldungen, damit verbundene Lasten, Schülertransporte) mit den finanziellen Resultaten wird genauer geprüft. Die bei einigen Gemeinden angewandten Berichtigungssätze werden besser kontrolliert wie auch die Klassifikationsänderungen und die mit den Gemeindezusammenschlüssen verbundenen Einflüsse, manchmal mit rückwirkender Wirkung. Diese Aufgabe wird derzeit von der Abteilung für den Vorschul- und Primarunterricht in französischer Sprache ausgeführt. Im Zusammenhang mit dem neuen Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung SVOG wird die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten, die zur Direktion für Erziehung, Kultur und Sport ihrer neuen «Abteilung für Ressourcen» auf den 1. Januar 2003 unter anderem auch die Verwaltung des Dossiers der Aufteilung der Kindergarten- und Primarschulkosten auf die Gemeinden übertragen. Sie wird die Aufgaben im Zusammenhang mit der Kontrolle noch verstärken. Zudem will sie die Überprüfung der Buchungsverrechnungen der Finanzinspektion übertragen.

Im Übrigen wurde, wie mit dem Verband Freiburgischer Gemeinden vereinbart worden war, eine Begleitgruppe gebildet, die aus einer Vertreterin der Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten, einem Vertreter der Finanzdirektion (Informatikzentrum) und zwei Vertretern des Verbands Freiburgischer Gemeinden werden ab Oktober 2002 regelmässig zusammen kommen. Diese Begleitgruppe bietet Gelegenheit zum Informationsaustausch zwischen den verschiedenen betroffenen Akteuren.

### 5.2 Externe Kontrolle

Damit die Gemeinden die Daten, die ihnen mitgeteilt werden, nachvollziehen und kontrollieren können, liess ihnen die Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten am 23. Oktober 2001 eine besonders detaillierte, ausführliche Erklärung zukommen (siehe Beilagen: Auszüge). In den zugestellten Rechnungen wird jede Position separat erklärt. Ausserdem war an der Versammlung vom 3. November 2001 des Verbands Freiburgischer Gemeinden mündlich informiert worden. Die Gemeinden können auf diese Weise Monat für Monat kontrollieren, ob die sie betreffenden Daten mit der Realität übereinstimmen.

## 6. AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN

Die in der Antwort des Staatsrates vom 10. Juli 2001 erwähnte Arbeitsgruppe hat ihre Arbeit am 12. September 2001 abgeschlossen. Sie hat zuerst eine Bestandaufnahme der Situation im Januar 2001 gemacht und festgelegt, welche Indikationen den Gemeinden mit den Budgetzahlen 2002 anzugeben sind. Sie hat anschliessend die weiter oben erwähnte Information über die Kindergarten- und Primarschulkosten aktualisiert, die den Gemeinden ermöglichen, die erhaltenen Abrechnungen und Rechnungen nachzuvollziehen und zu überprüfen. Diese Unterlagen wurden am 23. Oktober 2001 an alle Gemeinden versandt. Schliesslich hat eine Arbeitsgruppe die Frage eines weniger komplexen Berechnungssystems für die Kostenaufteilung unter den Gemeinden geprüft. Dabei ist sie zum folgenden Schluss gekommen:

– Die Komplexität des heutigen Systems ist das Ergebnis eines langwierigen Verhandlungsprozesses. Das System selbst wird von den Gemeinden nicht in Frage gestellt, ist politisch unumstritten und gibt als solches zu keiner Beanstandung Anlass (ausser bei der Stadt Freiburg).

– Das aktuelle System muss den Gemeinden besser erklärt werden; dies ist das Ziel der Unterlagen, die die Arbeitsgruppe vorbereitet hat. Zudem müssen die Gemeinden sich der Realkosten einer Klasse bewusst sein sowie der Tatsache, dass es zwischen ihnen eine Solidarität gibt, denn einigen von ihnen kommt das Geld anderer Gemeinden zugute.

– Die Priorität liegt für den Staatsrat und den Grosse Rat darin, Gemeindezusammenschlüsse zu fördern, damit sie eine kritische Masse erreichen und nicht nur eine formelle, sondern auch eine reale Autonomie wahrnehmen können. Die Frage eines neuen Systems der Aufteilung der Schulkosten auf die Gemeinden, wird im Analysepaket der Gesamtheit der Aufgaben- und Lastenteilung im Anschluss an die Fusionsbewegung integriert werden. Zu diesem Zeitpunkt wird insbesondere die Frage der Nützlichkeit eines eher auf die Einwohnerzahl als auf die Finanzlast angewandten Berichtigungssatzes und der Aufrechterhaltung eines Systems, indem einige Gemeinden 100 % der effektiven Kosten bezahlen und andere insgesamt 65 %. Diese Frage kann jedoch nur im Zusammenhang einer Gesamtprüfung der Beziehungen Staat–Gemeinden und Gemeinden–Gemeinden angegangen werden.

Der Staatsrat bestätigt hier erneut, dass er dem Prozess der Gemeindezusammenschlüsse vor einer Überprüfung der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden Priorität gibt. Er hat dazu im Rahmen seiner Antwort vom 2. Juli 2002 auf die Motion Jean-Noël Gendre/Antoinette Romanens über die Änderung des Schulgesetzes im Sinne einer neuen Aufgabenteilung detailliert Stellung genommen.

## 7. NEW PUBLIC MANAGEMENT FÜR DAS GESAMTE SCHULWESEN

Am 8. Februar 2000 hat der Grosse Rat das Dekret über die versuchsweise Einführung der Führung mit Leistungsauftrag in der Kantonsverwaltung verabschiedet. Er hat insbesondere festgelegt, dass die am Projekt beteiligten Verwaltungseinheiten vom Staatsrat bezeichnet werden und dass die Umsetzung versuchsweise für die Dauer

von vier Jahren beschlossen wird, und zwar vom 1. Januar 2001 bis 31. Dezember 2004. Der Versuch ist somit im Gang und der Staatsrat will ihn nicht auf andere Einheiten ausweiten, bevor er nicht die Ergebnisse der ersten Piloteinheiten prüfen konnte.

Zudem ist es nützlich, darauf hinzuweisen, dass die im Rahmen der Schulkosten zwischen den Gemeinden aufzuteilenden Finanzmasse nach den im Gesetz festgelegten Grundsätzen berechnet wird. Schliesslich impliziert und betrifft diese zu verteilende Masse nur die Gemeinden untereinander. Das New Public Management hätte weder einen Einfluss auf den Berechnungsmodus noch auf den aufzuteilenden Betrag.

### **8. SCHLUSSBEMERKUNG**

Der Staatsrat stellt fest, dass die seit dem Jahr 2000 angewandten Massnahmen für diejenigen Gemeinden

gerechter sind, welche bisher zu stark zum «gemeinsamen Topf» beigetragen haben.

Im Übrigen kann der Staatsrat aufgrund der Erhöhung des Niveaus der internen Kontrolle der Aufteilung auf die Gemeinden und der Verbesserung der Information gegenüber den Gemeinden, die eine externe Kontrolle erlaubt, sicherstellen, dass alle möglichen Vorkehrungen getroffen wurden, damit die erzielten Resultate genau sind.

Der Staatsrat schlägt dem Grosse Rat vor, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

\_\_\_\_\_

**Beilagen:** Auszüge

\_\_\_\_\_

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE L'ETAT DE FRIBOURG  
 PRESTATIONS VERSEES PAR L'ETAT AU PERSONNEL ENSEIGNANT DES ECOLES  
 PRIMAIRES

DOCUMENT 1

COMMUNE :	CLASSE 6			
DECOMPTE FINAL	PERIODE :	01.01.2000 -> 31.12.2000		Ce décompte récapitule les frais scolaires communs dépensés durant l'année civile pour le degré primaire( art. 91 LS)
TOTAL DES HABITANTS DU CANTON PRIS EN CONSIDERATION :		224.249,86		Le nombre d'habitants pris en considération est celui de l'arrêté du Conseil d'Etat du 31 décembre 1998 (231'673) (population dite légale), affecté d'un taux correcteur (coefficient fractionnaire, art. 89, al. 2 LS)
DE VOTRE COMMUNE :	424 X 100,00% =	424,00		Population de votre commune au 31 décembre 1998, affectée ou non d'un taux correcteur (art 89, al. 2 LS, dernière phrase)
TOTAL DES UNITES DU CANTON :		769.032,42		Somme des populations prises en compte pour chacune des six classes de la classification des communes, à chaque fois multipliée par le facteur inverse de la classification (art. 89, al. 1, litt. a-f, LS)
DE VOTRE COMMUNE :		424,00		
SOMMES A REPARTIR	TOTAL	ETAT 35 %	COMMUNES 65 %	
1 TRAITEMENTS	102.454.603,40	35.859.111,20	66.595.492,20	Dépenses en frais de traitement du personnel enseignant primaire (y compris appuis, classes de développement MCDI, ACM-ACT ; art. 88, al. 1, litt. a, LS)
2 CHARGES ET FRAIS	18.678.162,25	6.537.356,80	12.140.805,45	Charges patronale relatives aux traitements du personnel enseignant primaire et frais de la gestion de la paie (art. 88 al. 1, litt. a, LS) des enseignants primaires et enfantines
3 FRAIS DE TRANSPORT	3.566.046,55	1.248.116,30	2.317.930,25	Somme des frais de transports des élèves et des maîtres itinérants (art. 88, al.1, litt. b-c, LS)
4 ARRONDIS		58,60	58,60-	
TOTAL	124.698.812,20	43.644.642,90	81.054.169,30	
-----				
COUT PAR HABITANT	30 % 81.054.169,30 / 224.249,86 = 108,4338			Masse à répartir par habitant (art. 89, al.1,LS)
COUT PAR UNITE	70 % 81.054.169,30 / 769.032,42 = 73,7783			Masse à répartir par unité (art. 89, al.1,LS)
-----				
A CHARGE DE VOTRE COMMUNE				
=====				
SELON NOMBRE D'HABITANTS	424,00 X 108,4338 =	45.975,95		Charge imputable à votre commune selon le nombre d'habitants
SELON NOMBRE D'UNITES	424,00 X 73,7783 =	31.282,00		Charge imputable à votre commune selon le nombre d'unités
TOTAL A VOTRE CHARGE		77.257,95		
		=====		

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE L'ETAT DE FRIBOURG

PRESTATIONS VERSEES PAR L'ETAT AU PERSONNEL ENSEIGNANT DES ECOLES  
PRIMAIRES

DOCUMENT 3

COMMUNE 2001 : AUMONT

NOMBRE DE CLASSES POUR VOTRE CERCLE : 5.00

Nombre de classes effectives de votre cercle, auquel est ajouté l'équivalent/classe du nombre d'élèves fréquentant un autre cercle, une école libre publique, une classe de développement, ou suivi par un MCDI

DECOMPTE FINAL ANNUEL 2000  
\*\*\*\*\*

SOMMES A REPARTIR  
\*\*\*\*\*  
TOTAL ETAT 35 % COMMUNES 65 %

1	TRAITEMENT	102.454.603,40	35.859.111,25	66.595.492,15
2	CHARGES ET FRAIS	18.678.162,25	6.537.356,75	12.140.805,50
3	FRAIS DE TRANSPORT	3.566.046,55	1.248.116,30	2.317.930,25
4	ARRONDIS		672,05	672,05

Reprise du chiffre indiqué dans le décompte annuel (document N°1)

TOTAL 124.698.812,20 81.645.256,35 81.053.555,85

Reprise du chiffre indiqué dans le décompte annuel, affecté par les arrondis, en raison des itérations de la méthode de calcul

ACOMPTE FACTURES  
=====

MOIS DE	PAR HABITANTS	PAR UNITE	TOTAL
JANVIER	3.317,30	2.225,50	5.542,80
FEVRIER	3.409,15	2.287,15	5.696,30
MARS	3.574,70	2.398,20	5.972,90
AVRIL	3.396,30	2.278,55	5.674,85
MAI	3.334,05	2.236,75	5.570,80
JUIN	5.026,50	3.372,15	8.398,65
JUILLET	3.264,15	2.189,95	5.454,10
AOUT	3.440,10	2.308,05	5.748,15
SEPTEMBRE	3.316,15	2.224,85	5.541,00
OCTOBRE	3.378,15	2.266,45	5.644,60
NOVEMBRE	5.085,55	3.411,95	8.497,50
DECEMBRE	3.960,40	2.657,10	6.617,50

TOTAL ACOMPTE VERSES 44.502,50 29.856,65 74.359,15

MONTANT A PAYER 45.975,95 31.282,00 77.257,95

Participation de votre commune pour le degré primaire pour toute l'année civile

SOLDE EN NOTRE FAVEUR 2.898,80

Différence entre ce que votre commune a déjà versé et ce qu'elle doit encore verser pour l'année civile

MONTANT PORTE AU DEBIT DU COMPTE COURANT  
AUPRES DE LA TRESORERIE D'ETAT.

RUE DE L'HOPITAL 1  
TEL. 026 / 305.12.25

FRIBOURG, LE 07 FEVRIER 2001



DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE L'ETAT DE FRIBOURG  
PRESTATIONS VERSEES PAR L'ETAT AU PERSONNEL ENSEIGNANT DES ECOLES  
PRIMAIRES

DOCUMENT 5

COMMUNE : CLASSE 6

PERIODE : 01.01.2000 -> 31.01.2000

TOTAL DES HABITANTS DU CANTON PRIS EN CONSIDERATION : 231.673

DE VOTRE COMMUNE : 424 X 100,00% = 424

TOTAL DES UNITES DU CANTON : 805.764

DE VOTRE COMMUNE : 424

● Cette facture concerne les frais afférents à la scolarité primaire durant le mois de janvier 2000

● Population globale selon l'arrêté du Conseil d'Etat (population dite légale) Cf document 1

● Population légale de votre commune, à 100% et sans taux correcteur

● Somme des population prises en compte pour chacune des six classes de la classification des communes, à chaque fois multipliée par le facteur inverse de la classification (art. 89, al. 1, litt. a-f, LS)

SOMMES A REPARTIR TOTAL ETAT 35 % COMMUNES 65 %

1 TRAITEMENTS 7.790.989,45 2.726.846,30 5.064.143,15

2 CHARGES ET FRAIS 1.481.516,60 518.530,80 962.985,80

3 FRAIS DE TRANSPORT 22.772,95 7.970,55 14.802,40

4 ARRONDIS 73,65 73,65-

TOTAL 9.295.279,00 3.253.421,30 6.041.857,70

● Total des frais afférents à la scolarité primaire pour le mois de janvier 2000

COUT PAR HABITANT 30 % DE 6.041.857,70 / 231.673 = 7,8238

COUT PAR UNITE 70 % DE 6.041.857,70 / 805.764 = 5,2488

A CHARGE DE VOTRE COMMUNE

SELON NOMBRE D'HABITANTS 424 X 7,8238 = 3.317,30

SELON NOMBRE D'UNITES 424 X 5,2488 = 2.225,50

TOTAL A VOTRE CHARGE 5.542,80

MONTANT PORTE AU DEBIT DU COMPTE COURANT AUPRES DE LA  
TRESORERIE D'ETAT.

ECHEANCE LE 29 FEVRIER 2000

RUE DE L'HOPITAL 1 TEL. 305.12.25 FRIBOURG, LE 31 JANVIER 2000

ERZIEHUNGSDEPARTEMENT DES STAATES FREIBURG

VOM STAAT DER PRIMARLEHRERSCHAFT AUSBEZAHLTE LEISTUNGEN

((Dokument Nr. 1))

GEMEINDE : KLASSE 5

SCHLUSSABRECHNUNG PERIODE : 01.01.2000 -> 31.12.2000

ANZAHL IN BETRACHT GEZOGENE EINWOHNER DES KANTONS : 224.249,86

IHRER GEMEINDE : 1.897 x 100,00% = 1.897,00

ANZAHL EINHEITEN DES KANTONS : 769.032,42

IHRER GEMEINDE : 3.794,00

ZU VERTEILENDE SUMMEN

	TOTAL	STAAT 35%	GEMEINDE 65%
1 GEHAELTER	102.454.603,40	35.859.111,20	66.595.492,20
2 LASTEN UND SPESEN	18.678.162,25	6.537.356,80	12.140.805,45
3 TRANSPORTKOSTEN	3.566.046,55	1.248.116,30	2.317.930,25
4 RUNDUNGBETRAG		58,60	58,60-
<b>TOTAL</b>	<b>124.698.812,20</b>	<b>43.644.642,90</b>	<b>81.054.169,30</b>

Diese Abrechnung gibt einen Überblick über die gemeinsamen Schulkosten der Primarstufe während des Kalenderjahrs (Art. 91 SchG)

Die berücksichtigte Einwohnerzahl ist diejenige des Staatsratsbeschlusses vom 31. Dezember 1998 (231'673), (so genannte gesetzliche Einwohnerzahl), die für den Berichtigungskoeffizienten (Teilkoeffizient, Art. 89 Abs. 2 SchG) verwendet wird

Die Bevölkerung Ihrer Gemeinde am 31.12.98, mit oder ohne Anwendung eines Berichtigungskoeffizienten (Art. 89 Abs. 2 SchG, letzter Satz)

Summe der Bevölkerungen, die für jede der sechs Klassen der Klassifizierung der Gemeinden in Betracht gezogen werden, multipliziert jeweils mit dem in der Klassifizierung entgegengesetzten Faktor

Ausgaben an Kosten der Primarlehrerbesoldung (einschliesslich Stützkurse, Kleinklassen, HSU, Handarbeit textil und nichttextil; Art. 88 Abs. 1 Bst. a SchG)

Arbeitgeberlasten bezüglich Primarlehrerbesoldung und Lohnverwaltungskosten der Lehrkräfte von Primarschule und Kindergarten (Art. 88 Abs. 1 Bst. a SchG)

Summe der Kosten für Schülertransporte und Fahrkosten der Wanderlehrpersonen (Art. 88 Abs. 1 Bst. b und c SchG)

KOSTEN PRO EINWOHNER 30 % 81.054.169,30 / 224.249,86 = 108,4338

KOSTEN PRO EINHEIT 70 % 81.054.169,30 / 769.032,42 = 73,7783

Pro Einwohner aufzuteilende Masse (Art. 89 Abs. 1 SchG)

Pro Einheit aufzuteilende Masse (Art. 89 Abs. 1 SchG)

ZU LASTEN IHRER GEMEINDE

=====

NACH ANZAHL EINWOHNER 1.897,00 x 108,4338 = 205.698,90

NACH ANZAHL EINHEITEN 3.794,00 x 73,7783 = 279.914,85

TOTAL ZU IHREN LASTEN 485.613,75

=====

Die Ihrer Gemeinde nach Einwohnerzahl zugerechnete Last

Die Ihrer Gemeinde nach Anzahl Einheiten zugerechnete Last

ERZIEHUNGSDEPARTEMENT DES STAATES FREIBURG

VOM STAAT DEN KINDERGAERTNERINNEN AUSBEZAHLTE LEISTUNGEN

((Dokument Nr. 3))

ANZAHL KLASSEN FUER IHREN SCHULKREIS : 9.17

Anzahl effektiver Klassen Ihres Schulkreises, der anteilmässig Klassen/Anzahl Schüler hinzugefügt wird, die in einem anderen Schulkreis zur Schule gehen, eine freie öffentliche Schule oder eine Kleinklasse besuchen oder HSU erhalten

SCHLUSSABRECHNUNG FUR DAS JAHR 2000

ZU VERTEILENDE SUMMEN	TOTAL	STAAT 35 %	GEMEINDE 65 %
1 GEHAELTER	102.454.603,40	35.859.111,25	66.595.492,15
2 LASTEN UND SPESEN	18.678.162,25	6.537.356,75	12.140.805,50
3 TRANSPORTKOSTEN	3.566.046,55	1.248.116,30	2.317.930,25
4 RUNDUNGBETRAG		672,05	672,05-

Ziffer der Jahresabrechnung (Dokument Nr. 1)

TOTAL 124.698.812,20 645.256,35 81.053.555,85

Ziffer der Jahresabrechnung, gerundet aufgrund von Iterationen der Berechnungsmethode

BISHER GEL. ZAHLUNGEN	NACH EINWOHNER	NACH EINHEITEN	TOTAL
MONAT JANUAR	14.841,75	19.913,95	34.755,70
FEBRUAR	15.252,85	20.465,60	35.718,45
MAERZ	15.993,40	21.459,25	37.452,65
APRIL	15.195,35	20.388,60	35.583,95
MAI	14.916,70	20.014,50	34.931,20
JUNI	22.488,95	30.174,45	52.663,40
JULI	14.604,05	19.596,00	34.200,05
AUGUST	15.391,30	20.652,65	36.043,95
SEPTEMBER	14.836,65	19.908,25	34.744,90
OKTOBER	15.113,95	20.280,45	35.394,40
NOVEMBER	22.753,00	30.530,70	53.283,70
DEZEMBER	17.719,10	23.775,85	41.494,95

TOTAL GELEIST. ZAHLUNGEN 199.107,05 267.160,25 466.267,30

BETRAG ZU BEZAHLEN 205.698,90 279.914,85 485.613,75

Beteiligung Ihrer Gemeinde für die Primarstufe, ganzes Kalenderjahr

SALDO ZU UNSEREN GUNSTEN 19.346,45

Differenz zwischen den von Ihrer Gemeinde bezahlten und dem von Ihrer Gemeinde für das Kalenderjahr noch zu bezahlenden Betrag

DIESER BETRAG GEHT ZU LASTEN IHRES KONTOKORRENTS BEI DEM STAATSSCHATZAMT.

SPITALGASSE 1  
TEL. 026 / 305.12.25

FREIBURG, DEN 07. FEBRUAR 2001

ERZIEHUNGSDEPARTEMENT DES STAATES FREIBURG

VOM STAAT DEN KINDERGAERTNERINNEN AUSBEZAHLTE LEISTUNGEN

((Dokument Nr. 5))

2291 GEMEINDE : KLASSE 5

PERIODE : 01.01.2000 -> 31.01.2000

ANZAHL IN BETRACHT GEZOGENE EINWOHNER DES KANTONS : 231.673

IHRER GEMEINDE : 1.897 x 100,00% = 1.897

ANZAHL EINHEITEN DES KANTONS : 805.764

IHRER GEMEINDE : 3.794

Diese Rechnung betrifft die Kosten der Primarschule im Monat Januar 2000

Gesamtbevölkerung gemäss Staatsratsbeschluss (so genannte gesetzliche Einwohnerzahl) siehe Dokument Nr. 1

Gesetzliche Einwohnerzahl Ihrer Gemeinde zu 100 % und ohne Berichtigungskoeffizient

Summe der Bevölkerungen, die für jede der sechs Klassen der Klassifizierung der Gemeinden in Betracht gezogen werden, multipliziert jeweils mit dem in der Klassifizierung entgegengesetzten Faktor (Art. 89 Abs. 1 Bst. a-f SchG)

ZU VERTEILENDE SUMMEN TOTAL STAAT 35% GEMEINDE 65%

1 GEHAELTER 7.790.989,45 2.726.846,30 5.064.143,15

2 LASTEN UND SPESEN 1.481.516,60 518.530,80 962.985,80

3 TRANSPORTKOSTEN 22.772,95 7.970,55 14.802,40

4 RUNDUNGBETRAG 73,65 73,65-

TOTAL 9.295.279,00 3.253.421,30 6.041.857,70

Total der Primarschulkosten im Monat Januar 2000

KOSTEN PRO EINWOHNER 30 % VON 6.041.857,70 / 231.673 = 7,8238

KOSTEN PRO EINHEIT 70 % VON 6.041.857,70 / 805.764 = 5,2488

ZU LASTEN IHRER GEMEINDE

NACH ANZAHL EINWOHNER 1.897 x 7,8238 = 14.841,75

NACH ANZAHL EINHEITEN 3.794 x 5,2488 = 19.913,95

TOTAL ZU IHREN LASTEN 34.755,70

DIESER BETRAG GEHT ZU LASTEN IHRES KONTOKORRENTS

BEI DEM STAATSSCHATZAMT.

VERFALL: 29. FEBRUAR 2000

SPITALGASSE 1 TEL. 305.12.25 FREIBURG, DEN 31. JANUAR 2000